

Déclaration du Comité de direction d'UNI Global Union concernant le Myanmar

UNI Global Union condamne dans les termes les plus véhéments le coup d'État militaire au Myanmar. Nous sommes scandalisés par la détention illégale des dirigeants élus de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont la conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi et le président U Win Myint, de ministres, de fonctionnaires et de militants. Ce coup d'État représente une perversion de la démocratie au Myanmar et une violation de la volonté du peuple, comme en témoigne le résultat des élections de novembre dernier.

UNI déplore la déclaration de l'état d'urgence et l'adoption de lois qui permettent aux militaires de renforcer leur emprise illégitime sur le pouvoir. Nous constatons également que l'armée a imposé la loi martiale, interdisant tous les rassemblements publics et privant les travailleurs du Myanmar de la liberté syndicale et de la liberté d'expression, dans le but de maintenir par la force sa mainmise précaire sur le pouvoir.

UNI rejette les accusations portées contre les dirigeants et responsables élus de la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM) et de la Fédération des syndicats des industries, de l'artisanat et des services du Myanmar (MICS). Nous jugeons inacceptable que 16 organisations syndicales aient été déclarées illégales par les militaires et que des dirigeants syndicaux aient été contraints à entrer dans la clandestinité. Les syndicats sont un pilier de la démocratie au Myanmar et dans le monde entier, et il est donc évident que ces tactiques visent à démanteler toujours plus la démocratie au Myanmar.

UNI tient l'armée du Myanmar pour responsable des plus de 850 morts causées par les tentatives impitoyables pour réprimer le mouvement pacifique de désobéissance civile (MDC) dans tout le pays. Nous condamnons l'utilisation incontrôlée de la violence et des armes meurtrières par l'armée du Myanmar ainsi que l'effusion de sang qui en résulte. Nous demandons la cessation immédiate de la violence pour mettre fin à ces pertes insensées de vies humaines.

UNI appelle toutes les personnes de conscience à se joindre à nous pour condamner l'armée du Myanmar et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obliger l'armée à rendre le pays au peuple du Myanmar et à ses dirigeants démocratiquement élus.

UNI est solidaire de ses camarades du mouvement syndical du Myanmar. Nous nous engageons à faire tout notre possible pour soutenir la lutte pour les droits et la démocratie au Myanmar.

De plus, et en accord avec les revendications du Conseil des Global Unions, UNI :

- Demande au Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer un embargo mondial sur les armes à destination du Myanmar ;
- Demande au Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer des sanctions contre les chefs militaires responsables du coup d'État ; les sanctions devant également viser le capital économique qui procure des revenus aux militaires ;
- Demande à l'Union européenne de retirer au Myanmar le statut commercial préférentiel dans le cadre du régime « Tout sauf les armes » (TSA) ;
- Demande aux entreprises internationales actives au Myanmar de mettre fin à toute relation commerciale directe ou indirecte ou à tout lien financier avec des entreprises en mains de l'armée et d'utiliser leur influence pour obtenir la libération des personnes détenues, rétablir les institutions démocratiques et garantir les droits humains et les droits du travail de tous les travailleurs du Myanmar. Les entreprises internationales doivent notamment apporter leur soutien aux travailleurs lorsque leurs activités sont restreintes, y compris en protégeant les travailleurs qui protestent contre le coup d'État.
- Demande aux Nations Unies, aux gouvernements et aux instances intergouvernementales de reconnaître officiellement la légitimité du gouvernement d'unité nationale du Myanmar.

Nous demandons à nos syndicats affiliés dans le monde entier de soutenir les mesures énoncées ci-dessus et de :

- Faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour exiger que l'armée du Myanmar lève l'état d'urgence, libère immédiatement toutes les personnalités et militants politiques, respecte le droit du peuple du Myanmar à choisir ses dirigeants et supprime les restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

Par ailleurs, UNI relève que l'armée a de plus en plus restreint l'accès à l'Internet et aux outils de communication utilisés par les manifestants. Nous demandons aux entreprises de télécommunications présentes au Myanmar de protéger les droits humains et de :

- Dénoncer publiquement les efforts visant à restreindre et à bloquer l'accès aux communications.
- Prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger les données individuelles des utilisateurs.

- Élaborer des plans d'action avec des organisations de la société civile, au cas où la situation des droits humains se détériorerait.
- Ne pas prendre de mesures de représailles contre les travailleurs qui participent à des grèves contre le régime militaire, ou qui résistent aux ordres illégitimes des autorités qui violent les droits humains.